

Rapport 2018 de l'Observatoire des sous-munitions 99% des victimes sont des civils

EMBARGO 30 AOÛT A 12 HEURES, HEURE DE PARIS (GMT+2)

Genève, le 29 août 2018. Publié demain, [le rapport 2018 de l'Observatoire des sous-munitions](#) rend compte de nouvelles attaques utilisant des armes à sous-munitions en Syrie et au Yémen en 2017. Handicap International (HI) déplore qu'au moins 289 personnes aient encore été tuées ou blessées par ces armes l'année dernière dans 8 pays et deux territoires. 99 % des victimes étaient des civils.

La conférence des Etats parties à la Convention d'Oslo qui interdit les armes à sous-munitions se tiendra à Genève du 3 au 5 septembre : HI rappelle la nécessité d'une éradication totale de ces armes barbares.

En 2017, les armes à sous-munitions ont continué de tuer et de blesser des civils : l'Observatoire a enregistré **289 nouvelles victimes d'armes à sous-munitions en 2017** - victimes soit d'attaques utilisant ces armes, soit de restes d'armes à sous-munitions ; **99 % d'entre elles étaient des civils**.

Même s'il s'agit d'une diminution importante par rapport à 2016 (971 victimes recensées), c'est un bilan qui reste très préoccupant. D'une part, ce chiffre est vraisemblablement sous-estimé, et d'autre part, cette baisse intervient après plusieurs années marquées par de très lourds bilans liés aux attaques utilisant des armes à sous-munitions en Syrie : 36 attaques ont été recensées en Syrie entre juillet 2017 et juin 2018, contre 238 attaques entre août 2016 et juillet 2017. En dépit de cette relative accalmie dans l'horreur, c'est en Syrie qu'ont été recensées 65 % des nouvelles victimes en 2017.

L'utilisation des armes à sous-munitions est continue en Syrie depuis mi-2012 : au moins 600 attaques au moyen d'armes à sous-munitions ont eu lieu dans le pays entre juillet 2012 et juillet 2017, causant 77 % des victimes recensées dans le monde. Le Yémen est le deuxième pays où des victimes d'attaques avec des armes à sous-munitions ont été enregistrées en 2017 (26).

Jusqu'à 40 % de ces armes n'explosant pas à l'impact, les sous-munitions deviennent alors aussi dangereuses que des mines antipersonnel. **En 2017, les victimes des restes non-explosés d'armes à sous-munitions ont été enregistrées dans 8 pays et deux zones** : Cambodge, Irak, Laos, Liban, Serbie, Syrie, Vietnam, Yémen, ainsi que le Nagorno-Karabakh et le Sahara occidental. Un tiers des accidents recensés en 2017 ont eu lieu au Laos (32 victimes), pays le plus contaminé au monde par les sous-munitions. **Les enfants représentent 62 % des victimes des restes des armes à sous-munitions**. Au total, **26 Etats et trois territoires sont contaminés par les restes de sous-munitions dans le monde**.

Objectif : l'éradication totale de ces armes barbares

Depuis l'entrée en vigueur de la Convention le 1^{er} août 2010, **35 Etats parties ont détruit 1,4 million de stocks d'armes à sous-munitions, soit 177 millions de sous-munitions**. Cela représente 99 % de toutes les armes à sous-munitions déclarées par les Etats parties. En 2017, **93 km²** (deux fois la capitale du Luxembourg) **ont été déminés et 153'000 sous-munitions ont été sécurisées et détruites**.

«La Convention d'Oslo a permis d'énormes avancées dans la protection des civils contre le fléau des armes à sous-munitions : les stocks existants sont détruits, chaque année, des surfaces significatives de terres contaminées sont dépolluées, ces armes sont de plus en plus stigmatisées. Mais il est inacceptable que plusieurs centaines de civils continuent d'en être victimes chaque année. Les Etats qui ne sont pas encore membres de la Convention doivent rapidement y accéder pour qu'elle devienne une norme international incontournable et que l'objectif de l'éradication totale de ces armes barbares soit atteint », explique Petra Schroeter, directrice de Handicap International Suisse.

La conférence des Etats parties à la Convention d'Oslo qui interdit les armes à sous-munitions se tiendra du 3 au 5 septembre à Genève : HI appelle les Etats à appliquer le droit international et à faire pression sur les belligérants pour qu'ils cessent d'utiliser cette arme indiscriminée. Alors que 120 Etats en sont déjà signataires, les autres doivent rapidement accéder à la Convention pour éradiquer les armes à sous-munitions.

[Le rapport 2018 de l'Observatoire des sous-munitions](#) dresse le bilan de l'application de la Convention d'Oslo qui interdit l'emploi, la production, le transfert et le stockage des armes à sous-munitions sur la période allant de janvier à décembre 2017. Le rapport couvre également l'année 2018 jusqu'au mois d'août quand l'information est disponible.

Les armes à sous-munitions sont des armes composées d'un conteneur regroupant jusqu'à plusieurs centaines de mini-bombes appelées sous-munitions. Conçues pour être dispersées sur de larges surfaces, **elles atteignent inévitablement des zones civiles. Jusqu'à 30 % (voire 40 %) d'entre elles n'explorent pas à l'impact**. Comme les mines antipersonnel, elles peuvent être déclenchées au moindre contact, **tuant et mutilant pendant et après les conflits**. En n'opérant aucune distinction entre personnes et biens civils et cibles militaires, les armes à sous-munitions violent les règles du droit international humanitaire.

La Convention d'Oslo interdisant l'emploi, le stockage, le transfert, la production et la vente de sous-munitions a été ouverte à signature en décembre 2008. Actuellement, 120 pays sont signataires de cette convention.

A propos de Handicap International

Handicap International (HI) est une association de solidarité internationale indépendante, qui intervient depuis 35 ans dans les situations de pauvreté et d'exclusion, de conflits et de catastrophes. Ouvrant aux côtés des personnes handicapées et vulnérabilisées, elle agit et témoigne pour répondre à leurs besoins essentiels et améliorer leurs conditions de vie. Elle s'engage à promouvoir le respect de leur dignité et de leurs droits fondamentaux.

Depuis sa création en 1982, HI a mis en place des programmes de développement dans près de 60 pays et intervient dans de nombreuses situations d'urgence. En janvier 2018, le réseau mondial Handicap International devient Humanité & Inclusion. Il comprend des associations nationales qui s'appellent «Handicap International» dans les pays d'Europe continentale (France, Allemagne, Suisse, Belgique et Luxembourg) et «Humanité & Inclusion» au Canada, aux Etats-Unis et au Royaume-Uni.

HI est l'une des six associations fondatrices de la Campagne internationale pour interdire les mines (ICBL), co-lauréate du prix Nobel de la paix en 1997 et lauréate du Prix Conrad N. Hilton 2011. Elle agit et témoigne partout où «vivre debout» ne va pas de soi.

A Genève, Broken Chair symbolise sa lutte contre les armes explosives et les violences infligées aux populations lors des conflits armés. Créé par Daniel Berset sur demande de HI et installé face aux Nations unies, le monument est un défi adressé à la communauté internationale. Il lui rappelle ses obligations de respecter le Droit international humanitaire et de protéger les civils contre l'usage des armes explosives en zones peuplées.